

La commande publique du business à capter

15 mars 2018



Jean DUMESNIL
CCI BORDEAUX GIRONDE



Myriam KABYLO

Expert de haut niveau en finances locales
auprès du Directeur du réseau et des territoires



MA CCI BORDEAUX GIRONDE

LE BON RÉFLEXE SOURCING

•

BAROMETRE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

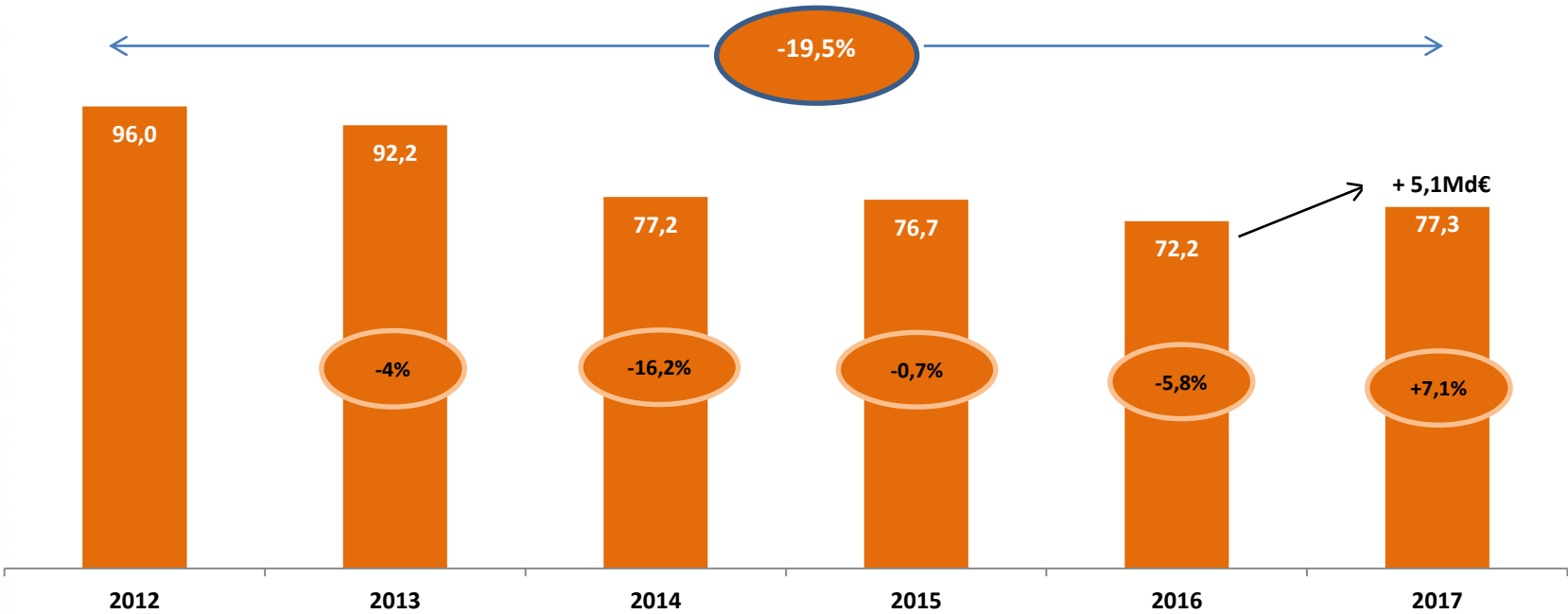
- LES RESULTATS DE L'ANNEE 2017 -

NOUVELLE AQUITAINE

1 - EVOLUTION NATIONALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- ⇒ Après 4 années de baisse continue, la reprise est confirmée en 2017 (+7,1%)
- ⇒ Mais depuis 2012, elle demeure encore en baisse de près de 20%

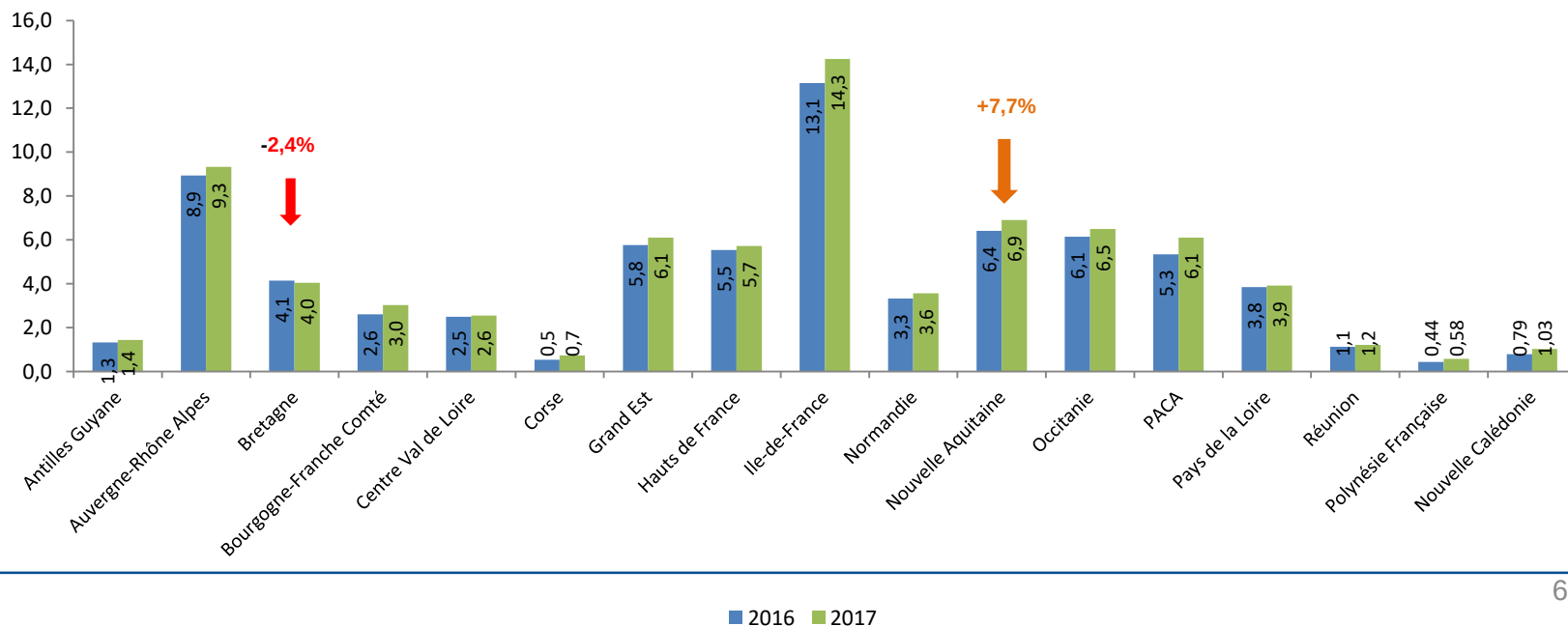
La commande publique publiée en France (en Md€)



1 - EVOLUTION NATIONALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : REGIONS

- ⇒ La reprise est constatée dans quasiment tous les territoires de métropole et d'outre-mer, à l'exception de la Bretagne
- ⇒ On observe une répartition « régionale » de la commande publique quasi-identique à 2016.
- ⇒ Sans surprise, la région Ile-de-France, siège des administrations centrales et des grandes collectivités locales, est prédominante.

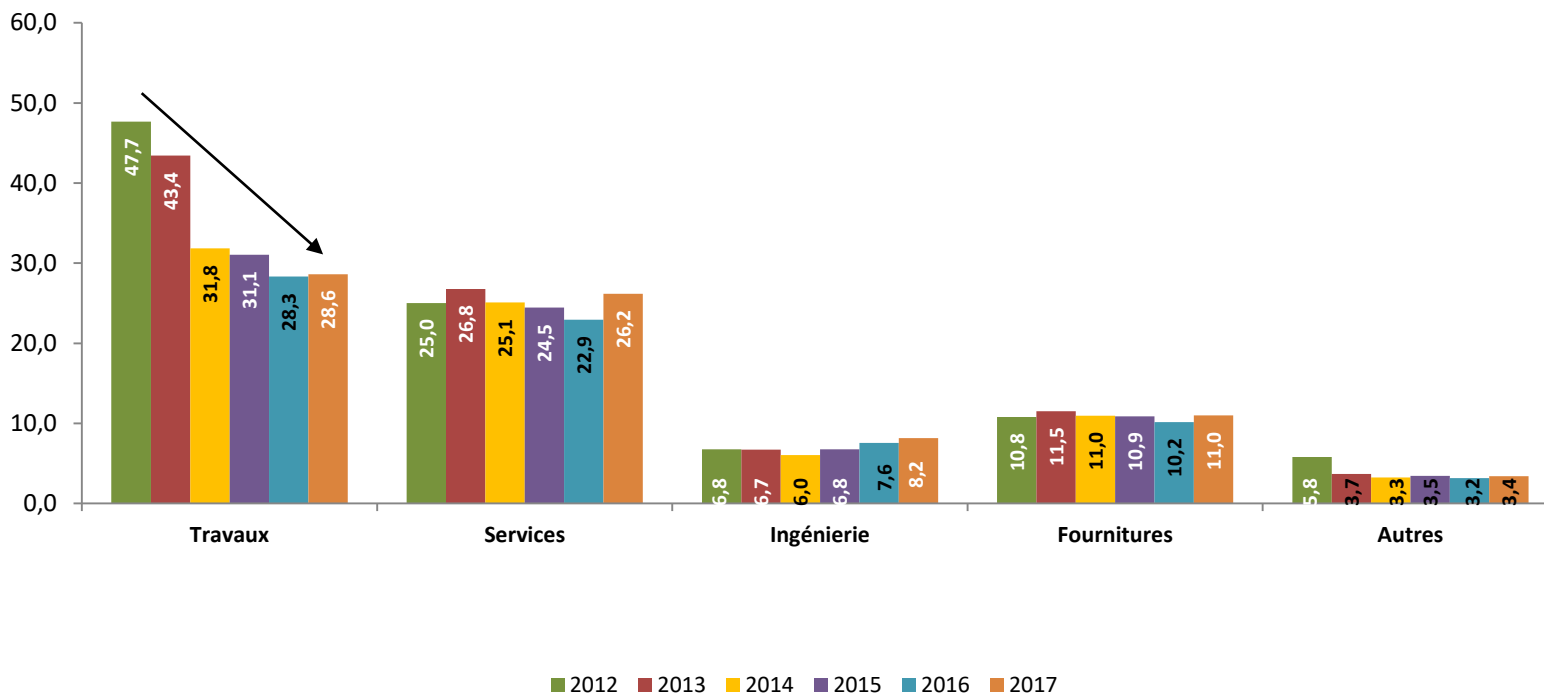
La commande publique publiée par région et territoire (en Md€)



1 – EVOLUTION NATIONALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : NATURE

- ⇒ En 2017, ce sont les marchés de fournitures (+8%), de services (+14%) et d'ingénierie (+8%) qui tirent la commande publique, à la hausse.
- ⇒ La chute des marchés de travaux est enrayée (+0,9%).

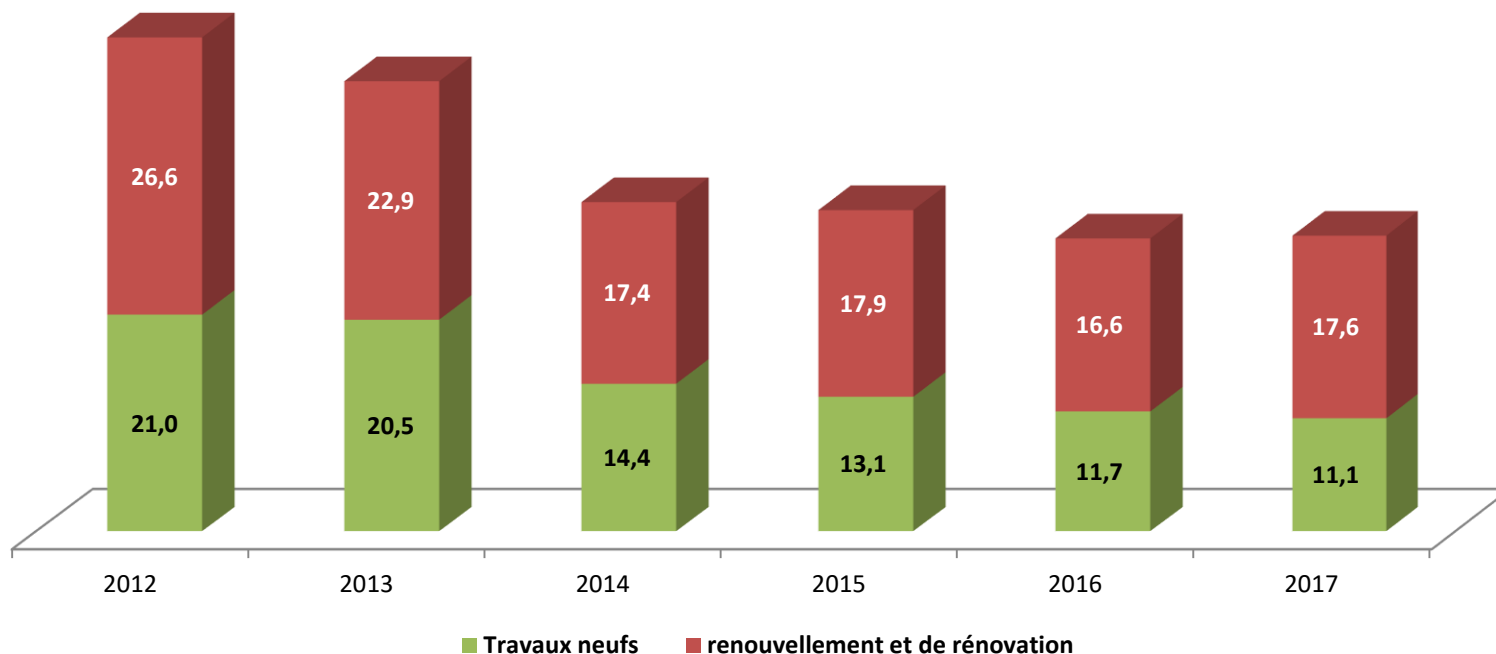
Evolution de la commande publique par nature (Md€)



1 – EVOLUTION NATIONALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : TRAVAUX

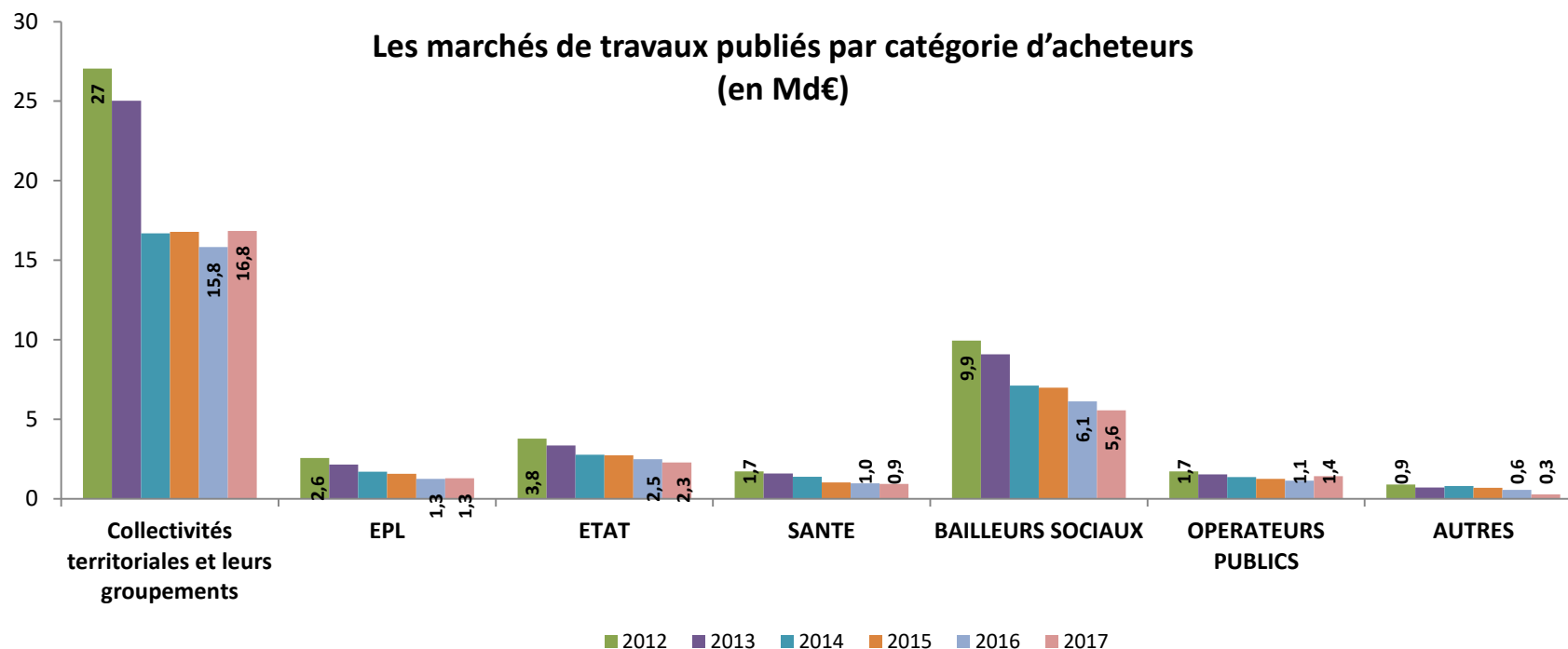
⇒ Au sein des marchés de travaux, tous MOA confondus, si l'on observe une reprise des travaux de renouvellement et de rénovation (+5,6%), en revanche, les travaux neufs poursuivent leur déclin (-5,7%).

Evolution des marchés de travaux 2012 -2017 (Md€)



1 - EVOLUTION NATIONALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE: MOA/TRAVAUX

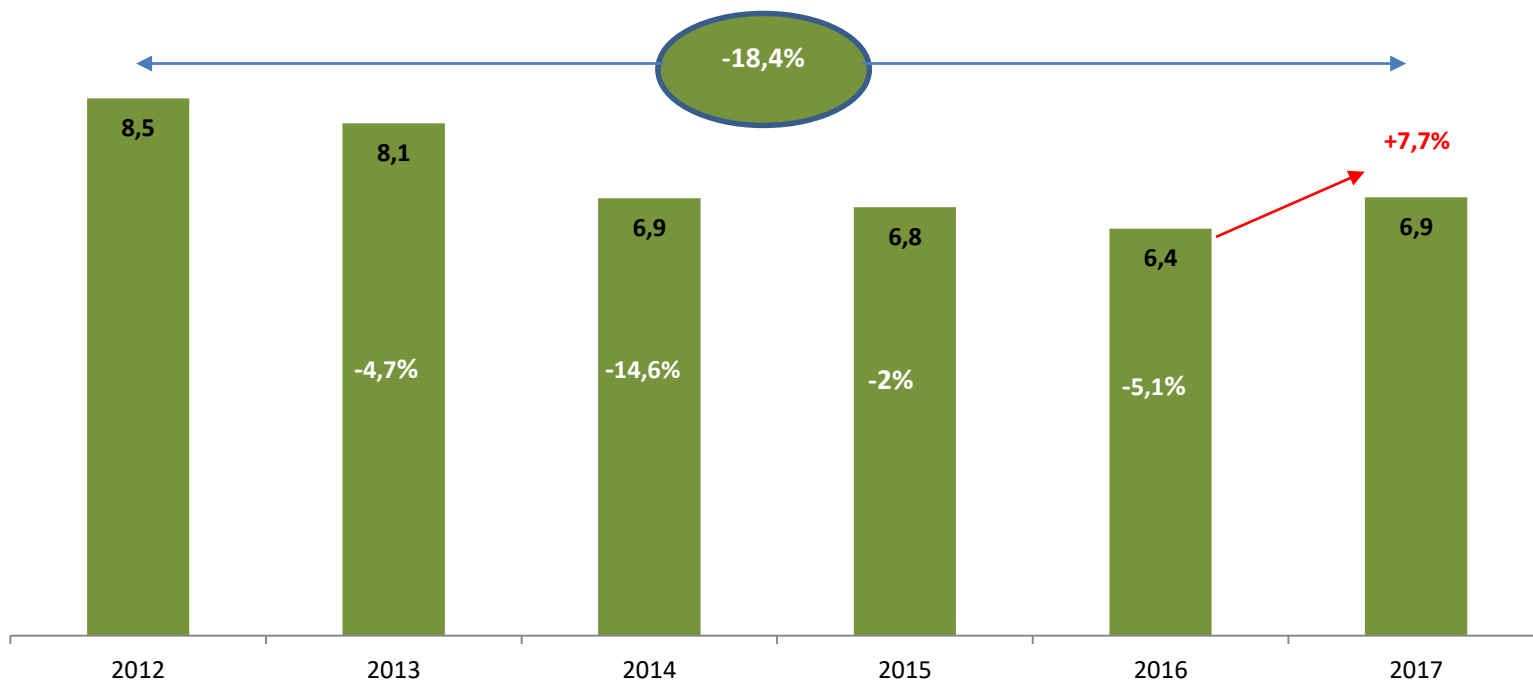
- ⇒ En 2017, seuls les marchés de travaux des collectivités territoriales et de leurs groupements (+6,5%), des EPL (+2%) et des opérateurs publics connaissent une reprise.
- ⇒ Les collectivités portent 60% du volume annuel des marchés de travaux. Mais il demeure encore 38% en-deçà du pic de 2012 (27 Md€).
- ⇒ Les marchés de travaux des bailleurs sociaux poursuivent leur décrue (-9%).



2 - EVOLUTION REGIONALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- ⇒ Comme au niveau national, après 4 années de baisse continue, la reprise est confirmée en 2017 (+7,7%)
- ⇒ Mais depuis 2012, elle demeure encore en baisse de plus de 18%

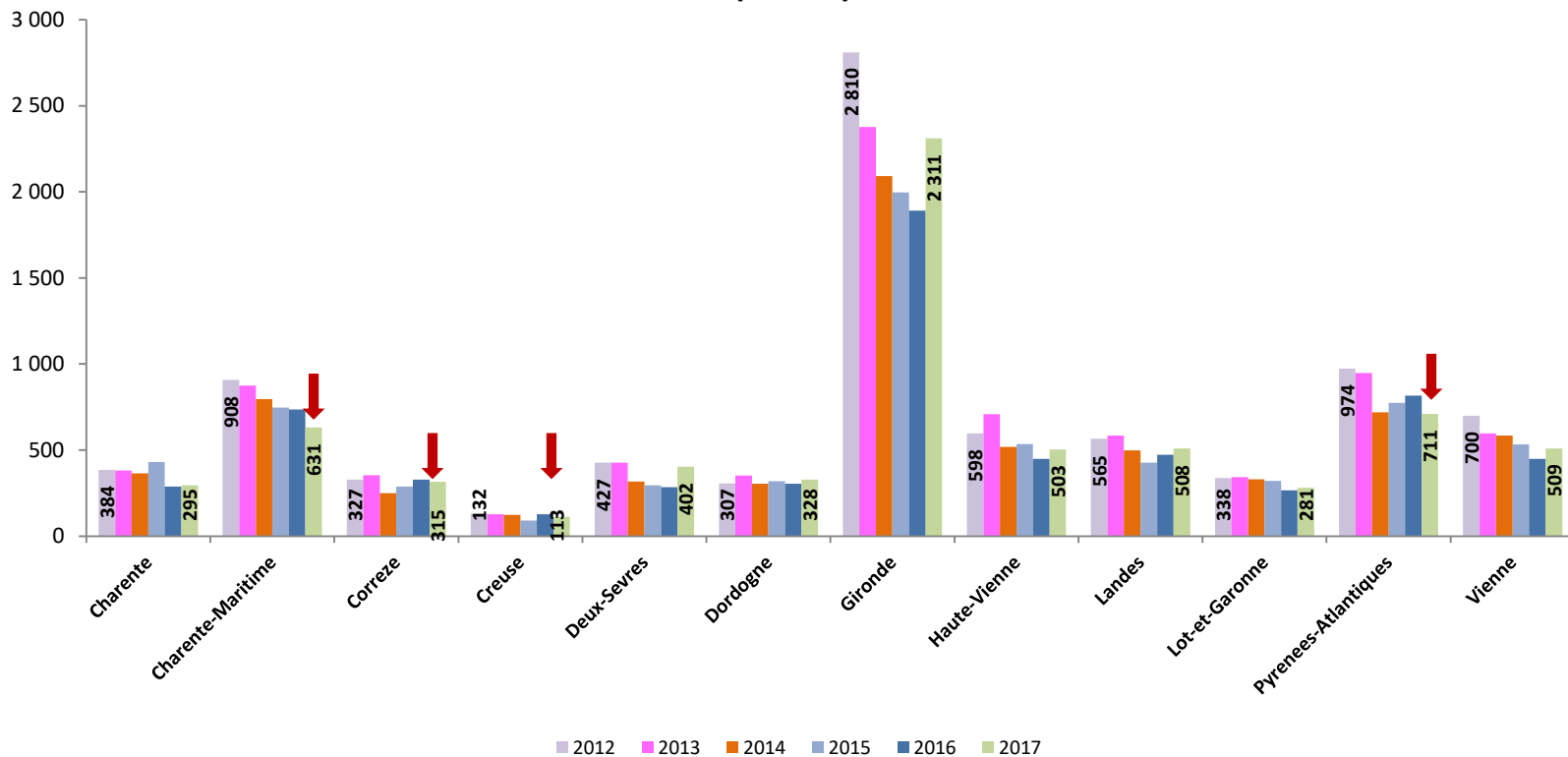
La commande publique publiée en Nouvelle Aquitaine (en Md€)



3 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR DEPARTEMENT

- ⇒ La reprise est constatée dans 8 des 12 départements de Nouvelle Aquitaine
- ⇒ Sauf en Charente-Maritime, en Corrèze, dans la Creuse et les Pyrénées Atlantiques

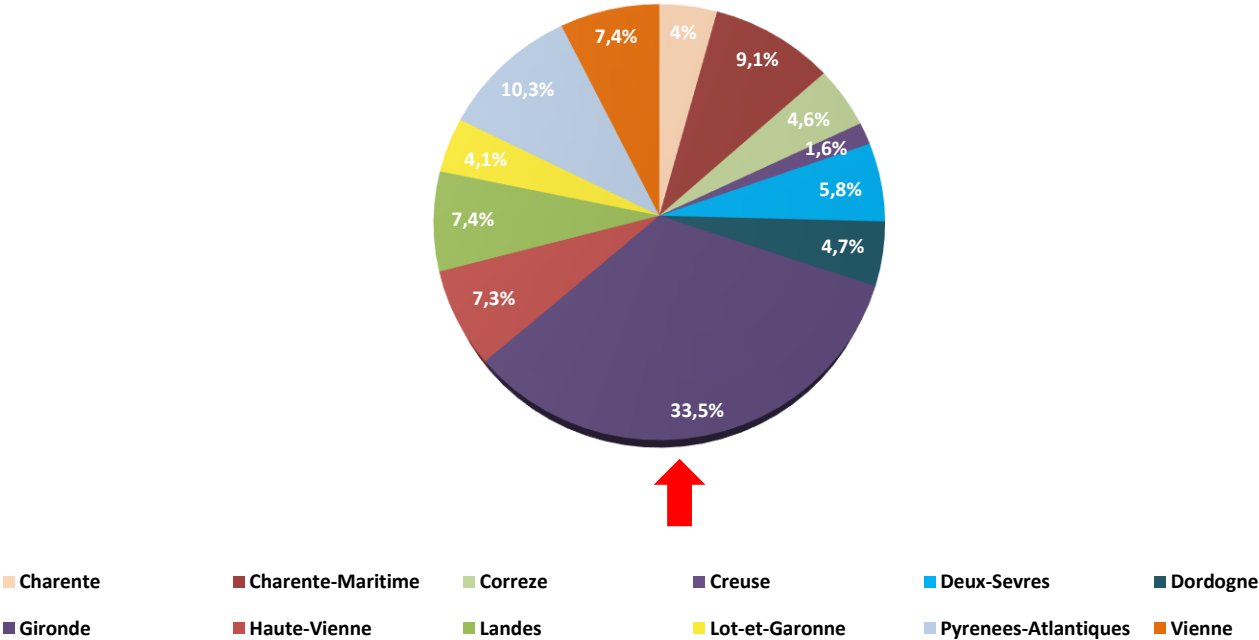
La commande publique publiée par département
(en M€)



3 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR DEPARTEMENT

⇒ Loin devant tous les autres départements, la Gironde représente 1/3 de la commande publique régionale

La commande publique publiée par département - structure en 2017
(en %)

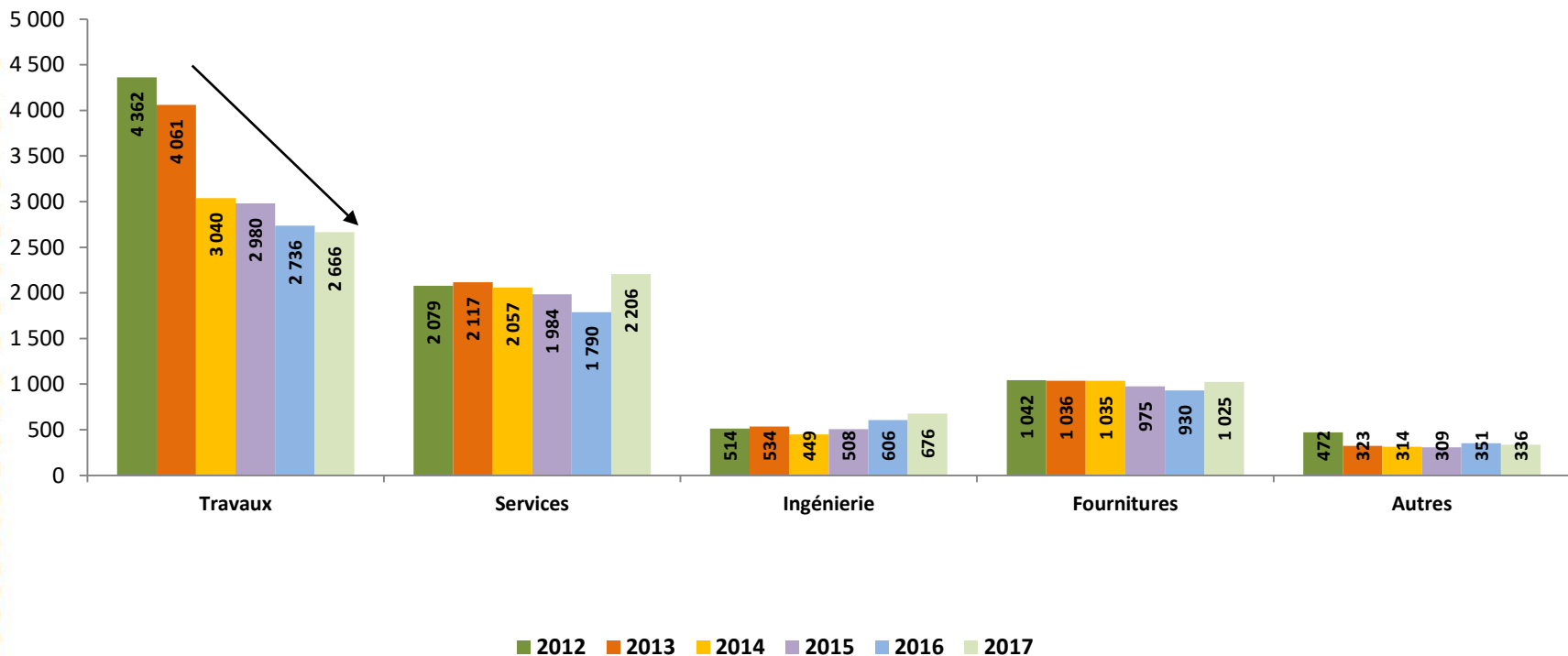




4 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR NATURE

- ⇒ La reprise est dynamique pour les fournitures (10%), les services (23%) et l'ingénierie (11%)
- ⇒ En revanche, si la chute des marchés de travaux a ralenti, en 2017, elle n'est pas encore enrayée dans la région (-2,6%)

Evolution de la commande publique par nature (M€)

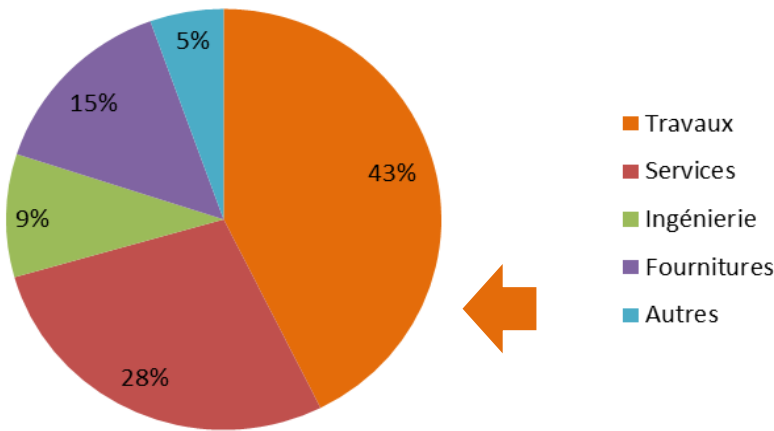


3 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR NATURE

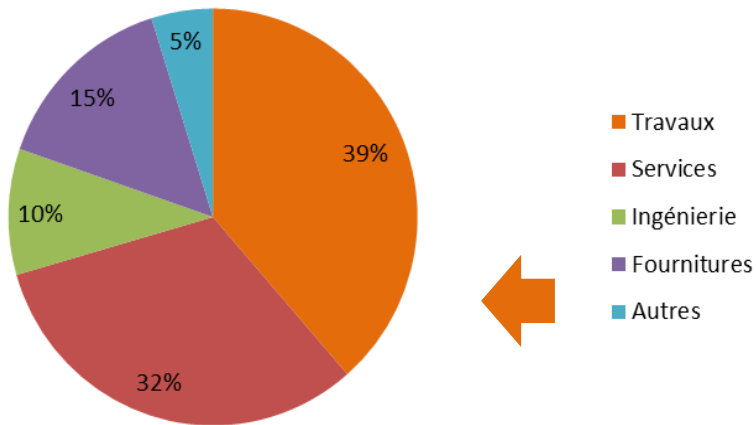
⇒ Les marchés de travaux (2,66 Md€ en 2017) prédominent toujours mais leur poids n’a cessé de se réduire depuis 2012 (52%)

Répartition par nature (%)

Structure en 2016



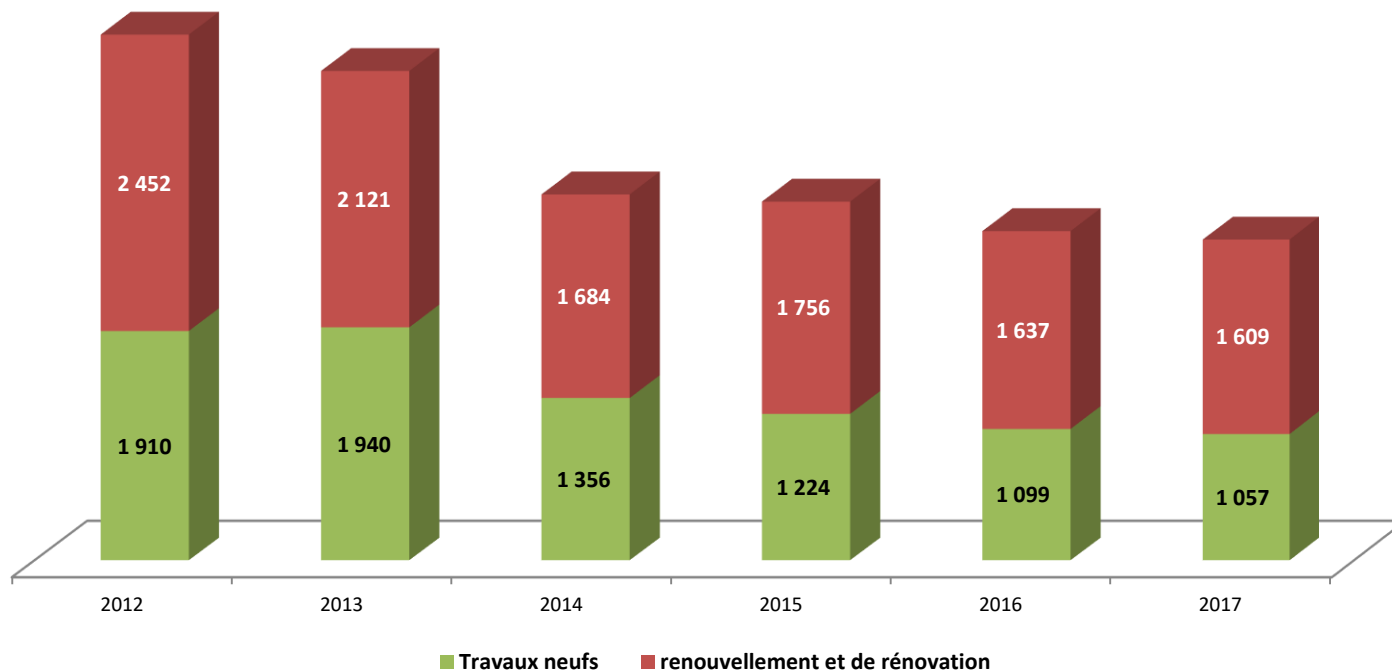
Structure en 2017



3 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR NATURE : LES TRAVAUX

⇒ La chute des marchés de travaux concerne les travaux neufs comme ceux de renouvellement et de rénovation

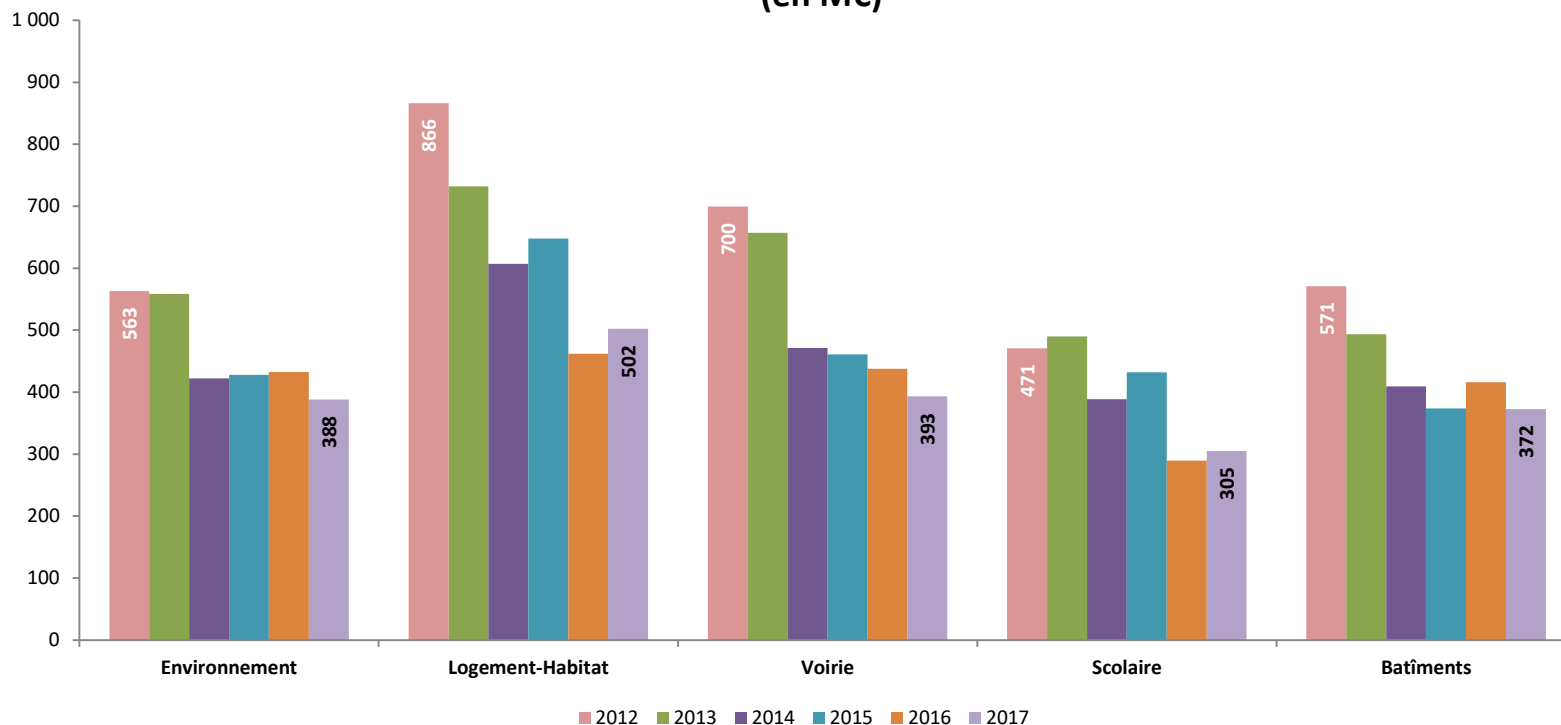
Evolution des marchés de travaux 2012 -2017 (M€)



3 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR NATURE : TRAVAUX

⇒ $\frac{3}{4}$ des marchés de travaux sont concentrés sur 5 grandes destinations : l'environnement, le logement-habitat, la voirie, le scolaire et les bâtiments

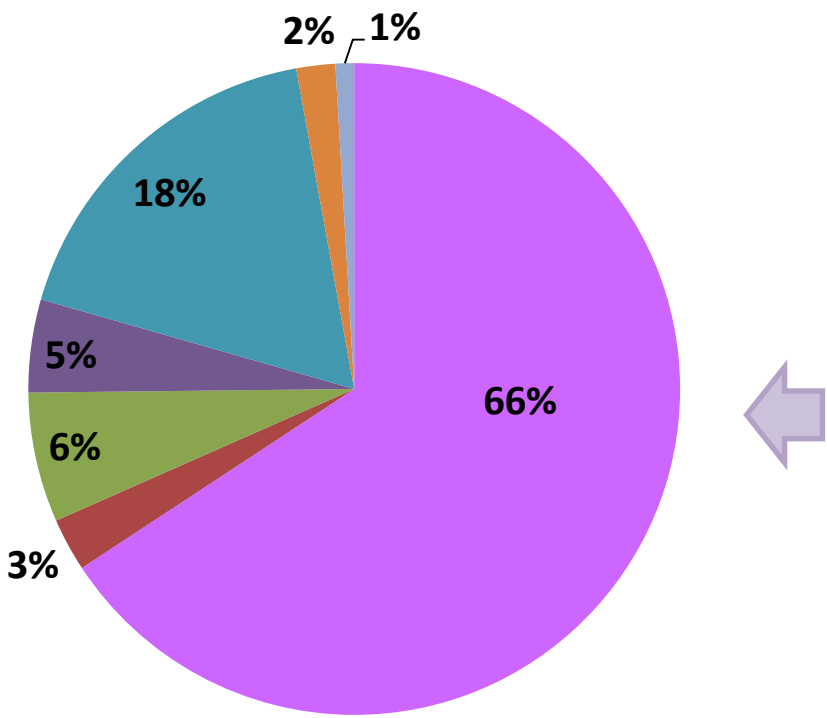
les 5 grandes destinations des marchés des travaux
(en M€)



3 - LA COMMANDE PUBLIQUE PAR NATURE : MOA / TRAVAUX

⇒ Les collectivités territoriales et leurs groupements génèrent 2/3 des marchés de travaux

Répartition des marchés de travaux par catégorie d'acheteurs (%)



Collectivités territoriales et leurs groupements EPL ETAT SANTE BAILLEURS SOCIAUX OPERATEURS PUBLICS AUTRES



Gwenn BREZEL

Direction des Achats et de la Commande Publique

François JOLLY

Direction de la Construction et de l'immobilier



LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA COMMANDE PUBLIQUE REGIONALE

FACILITER L'ACCES DES ENTREPRISES A LA COMMANDE PUBLIQUE

- Dématérialisation des dossiers de consultation et publication sur une plateforme régionale centralisant les avis de 1.300 donneurs d'ordres publics : DEMAT
- Publication des marchés de faible montant afin de garantir la transparence des procédures et l'accessibilité des plus petites entreprises à la commande régionale ;
- Des supports de publication / communication qui évoluent : diffusion dans la Presse Quotidienne – Sud-Ouest notamment
- Mise à disposition des entreprises :
 - de systèmes d'alertes automatiques sur les consultations publiées par secteur géographique / segment d'achat ;
 - d'une « bourse à la cotraitance », outil de mise en relation entre entreprises afin de faciliter la création de groupements de compétences et/ou de moyens



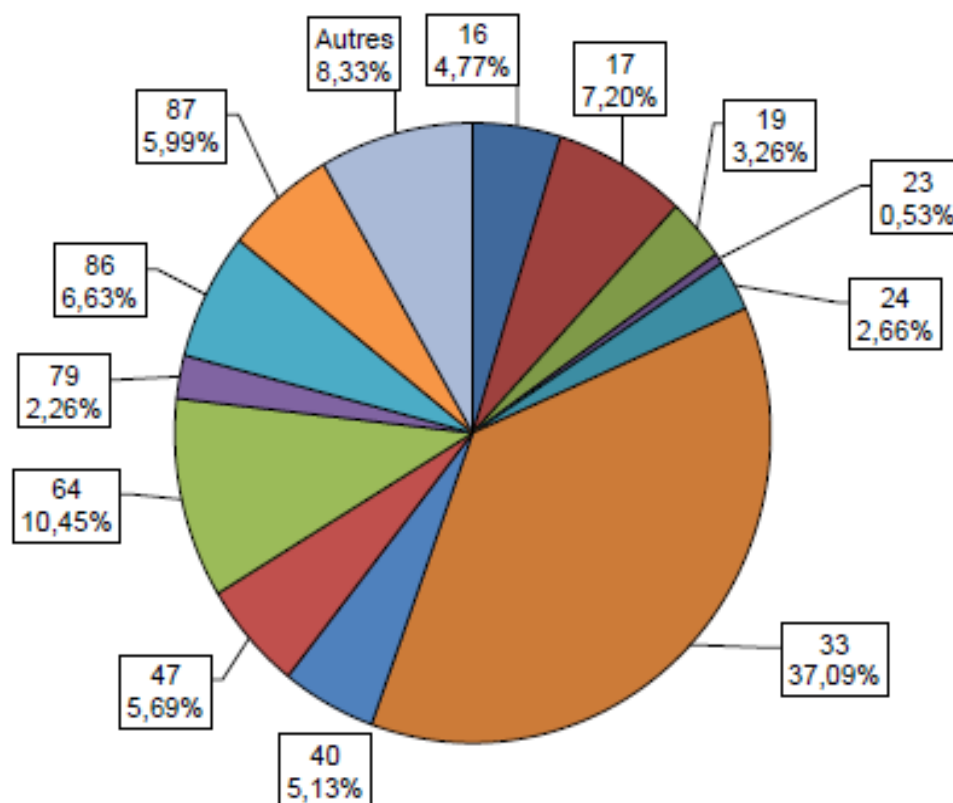
LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA COMMANDE PUBLIQUE REGIONALE :

LE SOUTIEN AU TISSU ECONOMIQUE : UNE COMMANDE PUBLIQUE TRANSPARENTTE ET ATTRACTIVE

- La trésorerie des entreprises et le préfinancement des marchés via le versement d'avances : un système d'avances financières dérogatoire, au bénéfice des entreprises :
 - 30% pour les marchés inférieurs à 150.000 € HT ;
 - 25% pour les marchés compris entre 150.000 et 1.000.000 € HT ;
 - 20% pour les marchés compris entre 1.000.000 et 5.225.000 € HTEt 5% au-delà de 5.225.000 € HT
- Les mécanismes de contrôle et de régulation des écarts de compétitivité :
vigilance et questionnement OAB

**CARTOGRAPHIE DEPARTEMENTALE 2017 DES ATTRIBUTAIRES DE MARCHES
« BATIMENTAIRES » ET MONTANTS ASSOCIES**

Dép. de l'entreprise	Nombre de marchés	Montant des marchés
16	348	4 793 287,72
17	525	7 754 064,42
19	238	12 483 131,04
23	39	1 408 198,88
24	194	3 625 211,11
33	2706	35 215 400,34
40	374	5 972 348,91
47	415	5 167 547,59
64	782	16 534 157,32
79	165	5 059 500,28
86	484	8 913 741,34
87	437	14 447 164,75
Autres	608	9 569 602,94
	7295	130 943 356,64



Programme Prévisionnel des Investissements 2017-2021

- 296 lycées publics
- 4 millions de m² bâtis
- 1,2 Milliard d'euros en 5 ans
- Des milliers d'opérations,
de toutes tailles

PPI lycées :

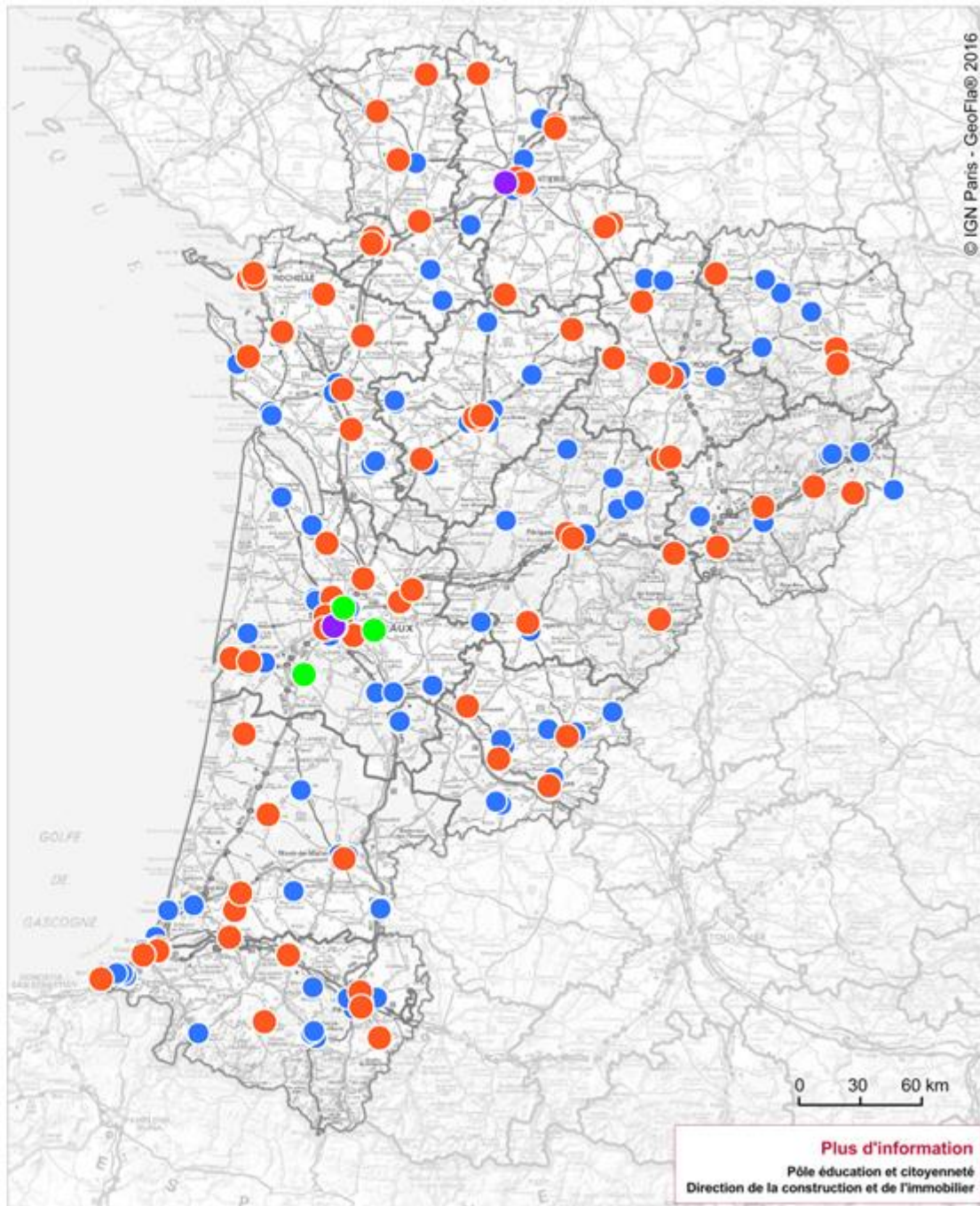
- lycée qui évoluera dans la cadre des programmes annuels du PPI
- lycée qui évoluera dans la cadre des programmes annuels du PPI et fera l'objet d'une opération structurante
- lycée neuf à construire et/ou à étudier

PPI Creps :

- opération structurante du PPI

Sources :
Région Nouvelle-Aquitaine

© Région Nouvelle-Aquitaine - 13/02/2017



Des marchés de travaux accessibles

- Maîtrise d'œuvre aux compétences adaptées
- Travaux définis
- Marchés allotis
- Tous les métiers concernés
- Sur tout le territoire de la Nouvelle-Aquitaine
- Opportunités d'affaires (volumes, territoires, environnement économique)

Une prise en compte des besoins des opérateurs

- Choix d'entreprises transparent, au mieux-disant
- Ouverture sur l'innovation (pédagogique, travaux, environnement, organisation...)
- Vigilance sur les OAB et le travail illégal
- Réduction des délais de paiement
- Ouverture aux groupements d'entreprises
- Volonté d'échanges sur notre commande publique



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION....



Josiane CAZENAVE LACROUTS

Plate-forme Régionale Achats de l'Etat Nouvelle Aquitaine



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
NOUVELLE-AQUITAINE



La Plateforme Régionale des Achats de l'Etat

- Placée au sein du Secrétariat général pour les affaires régionales
- Sous l'autorité du SGAR et du préfet de région
- Relais de la Direction des achats de l'État
- Une entité de 12 agents
- Des missions, des objectifs de performance
- Les clients : les services et les établissements publics de l'État

La cartographie des achats de la PFRA en Nouvelle-Aquitaine en quelques chiffres

- Les dépenses de l'État au niveau national hors défense, sécurité et ministère des armées : 15,9 Mds €
- 40 % d'entre elles sont exécutées au niveau régional
- Pour la Nouvelle-Aquitaine, cela représente 527 Millions d'€
- En diminution de 1,5 % / 2015
- Les dépenses dans le domaine immobilier : 53 %, soit 278 430 967€
- Le premier cercle du périmètre d'intervention de la PFRA, prestations intellectuelles de travaux, prestations de services et petits travaux d'entretien des bâtiments, collecte des déchets non dangereux, archivage, ... peut être évalué à 173,7M€

Quels objectifs ? Quelles priorités ?

- Prendre en compte le développement durable dans ses trois dimensions
- Professionnaliser les acheteurs du réseau régional
- Rationaliser les achats, réaliser des gains
- Faciliter l'accès des PME et TPE à la commande publique
- Renouveler les marchés arrivant à échéance
- Étendre l'offre d'achats à toute la région
- Mutualiser les besoins identifiés par les services
- Accorder une priorité aux dépenses liées aux bâtiments compte tenu de leur poids budgétaire

Les domaines

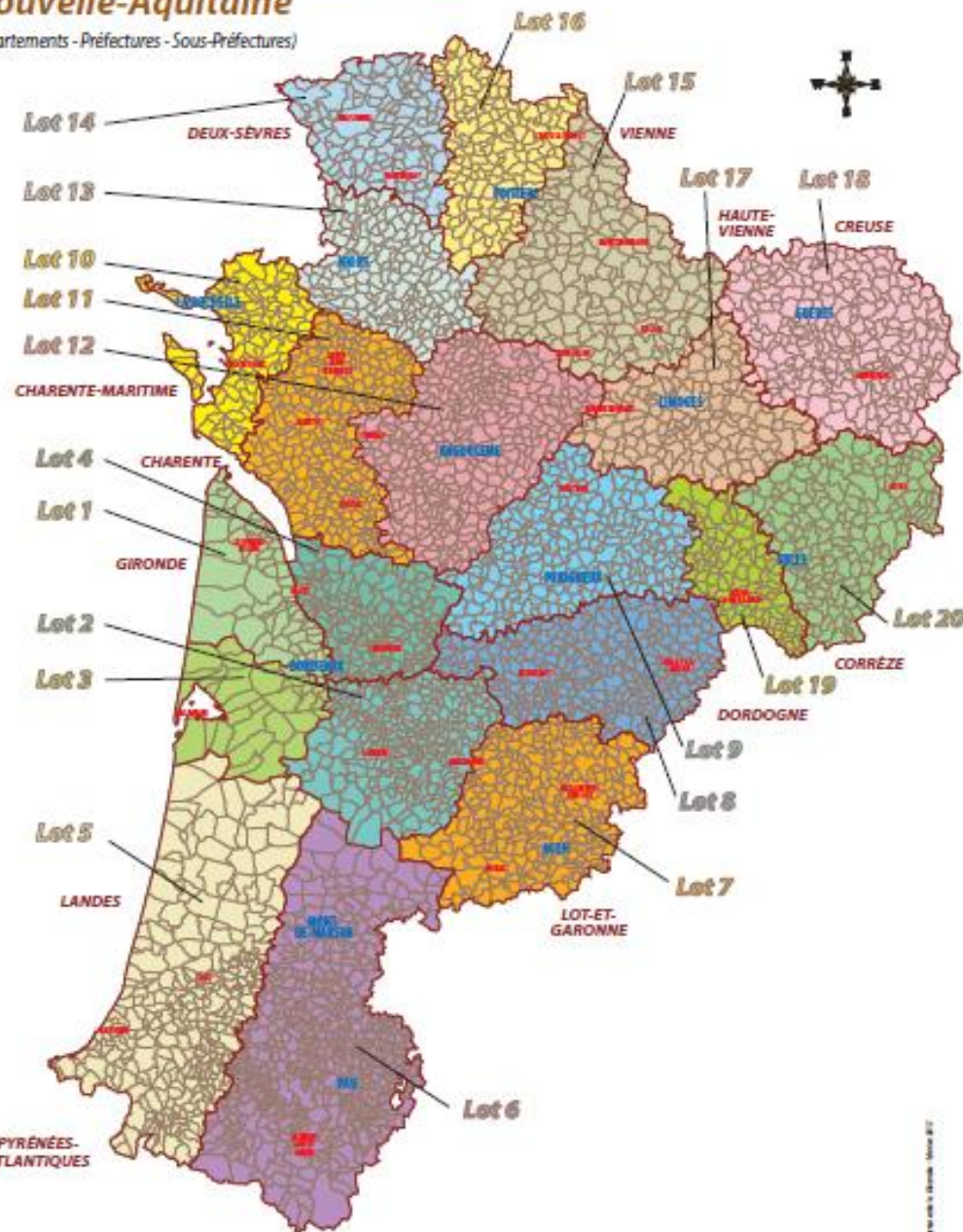
- La maintenance dans le domaine de l'immobilier **mais pas seulement**
- Les prestations intellectuelles
- Les travaux (Assistance à maîtrise d'ouvrage ou Assistance opérationnelle)
- Tout achat « mutualisable » issu de la programmation 2017-2019

Quelques pistes

- L'allotissement : il permet d'assurer une prestation au plus près des services.
- Il doit faciliter
- l'accès des PME à la commande publique : allotissement géographique minima de 20 lots
- Rédaction d'un fil conducteur posté sur PLACE : Fiche « A LIRE EN PRIORITE »
- Les marchés publics simplifiés et l'absence d'obligation de signature électronique
- Un mémoire technique simplifié
- Actions de sourcing et de retour d'expérience sur les marchés
- Diffusion en amont des publications d'une information via les chambres des métiers, CCI, fédérations (en complément des obligations réglementaires de publicité)

Carte des lots Accord Cadre ELI Nouvelle-Aquitaine

(Départements - Préfectures - Sous-Préfectures)



Les achats en région
Exemple d'allotissement
géographique

Les achats en région

recommandations

RECOMMANDATIONS AUX CANDIDATS

Cette fiche de recommandations a pour seule vocation de vous faciliter la prise de connaissance des différents fichiers du dossier de consultation

Vous êtes intéressé par la consultation relative à

LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Il n'est pas nécessaire de télécharger d'emblée, l'intégralité du dossier de consultation.

Comment gérer la consultation des fichiers mis en ligne pour cet accord-cadre ?

1 – Vous souhaitez connaître le contenu des prestations attendues par le pouvoir adjudicateur :

→ Téléchargez le **CCP** et lisez la **partie II-clauses techniques**.

2 – Vous souhaitez avoir des renseignements sur cet accord-cadre : durée, :

→ Lisez la **partie I-clauses administratives du CCP**.

3 – Vous êtes susceptible d'intervenir sur un périmètre géographique déterminé, voire sur tous les lots géographiques :

→ Téléchargez le fichier **CCP annexe 3-lots** qui précise les lots géographiques (nom, nombre de sites) + le fichier **CCP annexe 4-cartographie des lots** qui vous permet de mieux visualiser le périmètre des lots.

Après cette première phase de consultation, vous avez décidé de présenter une offre.

→ Téléchargez le **RC** (règlement de la consultation) pour connaître les conditions de constitution et de remise des offres.

Vous allez maintenant consulter les fichiers nécessaires à l'établissement de l'offre et compléter les documents qui vous sont proposés.

Précisons sur quelques éléments constitutifs de l'offre :

1- Vous pouvez présenter une offre sur un ou plusieurs lots géographiques

→ **vous cochez sur l'Acte d'Engagement** le ou les différents lots sur lesquels vous présentez une offre,

SGAR Nouvelle-Aquitaine- PFRA - Programmation 2017-2020

Prévision de mise en place

Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA)-	2018
Marché de contrôle technique des travaux	2018
Marché d'audits bâtiments	2018 – 2019
Étude préalable, audit, expertise liés aux travaux	2018 – 2019
Travaux de mises aux normes des bâtiments	2019
Travaux de dépollution décontamination	2019
Dératisation, désinfection, désinsectisation	2018
Maintenance instal électr (courant faible et fort, HT-BT)	2017-2018
Maintenance chauffage, ventilation, climatisation (CVC)	R 2018
Maintenance plomberie et assainissement intérieur	2018 Avenant
Maintenance ascenseur, monte charge, escalier mécanique	2018
Maintenance des systèmes d'alarmes incendie	2017
Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie	2017
Maintenance appareil de levage lourd (élévateur, plateforme)	2018
Prestations de traiteur	2018
Assurances bâtiments / patrimoine	2018
Maintenance syst anti intrusion y compris vidéo surveillance	2018
Certificats économies d'énergie	2018
Contrôles réglementaires démarche de progrès	2017-2018
<i>Maintenance des défibrillateurs</i>	<i>2018</i>
<i>Charbon, bio masse et autres énergies</i>	<i>2019</i>
<i>Support et maintenance matériel IT (autocommutateurs)</i>	<i>R 2018</i>
<i>Prestations de logistique (manutention et gestion stock) [archives]</i>	<i>2017-2018</i>
<i>Transport de fonds et d'objets d'art (ex PG 05,06,01)</i>	<i>R 2018</i>
<i>Frais hôtels et hébergement d'urgence</i>	
<i>Services de blanchisserie (traditionnelle et industrielle)</i>	<i>2018</i>
Collecte, traitement déchet non dangereux, y compris déchets indus banals Contenant et compacteur déchets	2018



Grégory BOIT

Responsable des Achats

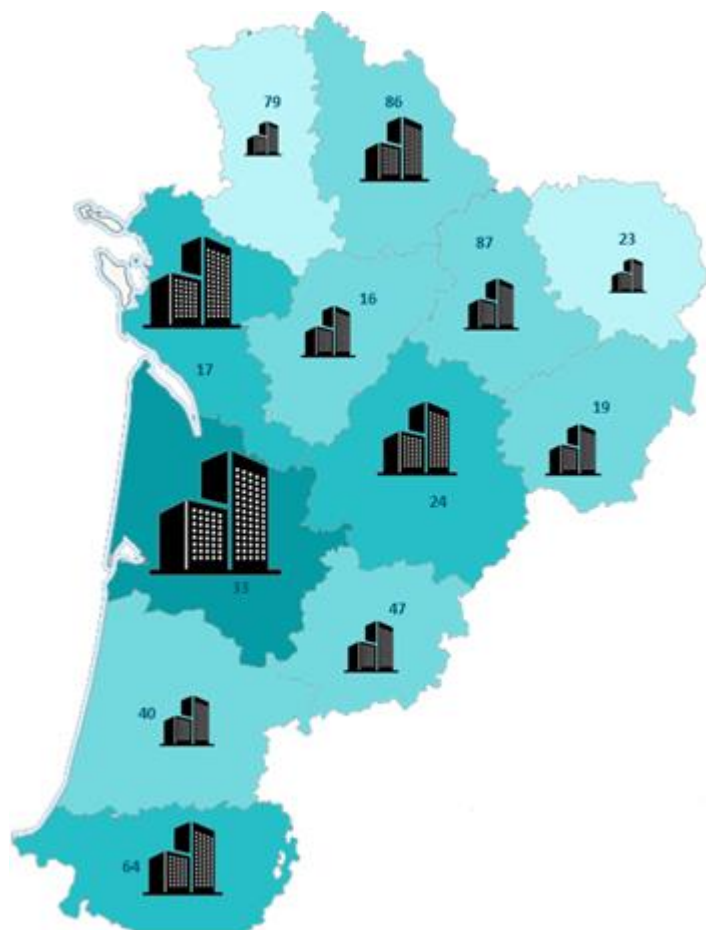


POSTE IMMO

ACHATS TRAVAUX POSTE IMMO

Intervenant : Gregory BOIT
15/03/2018

PÉRIMÈTRE ACHATS DE LA DR NOUVELLE AQUITAINE



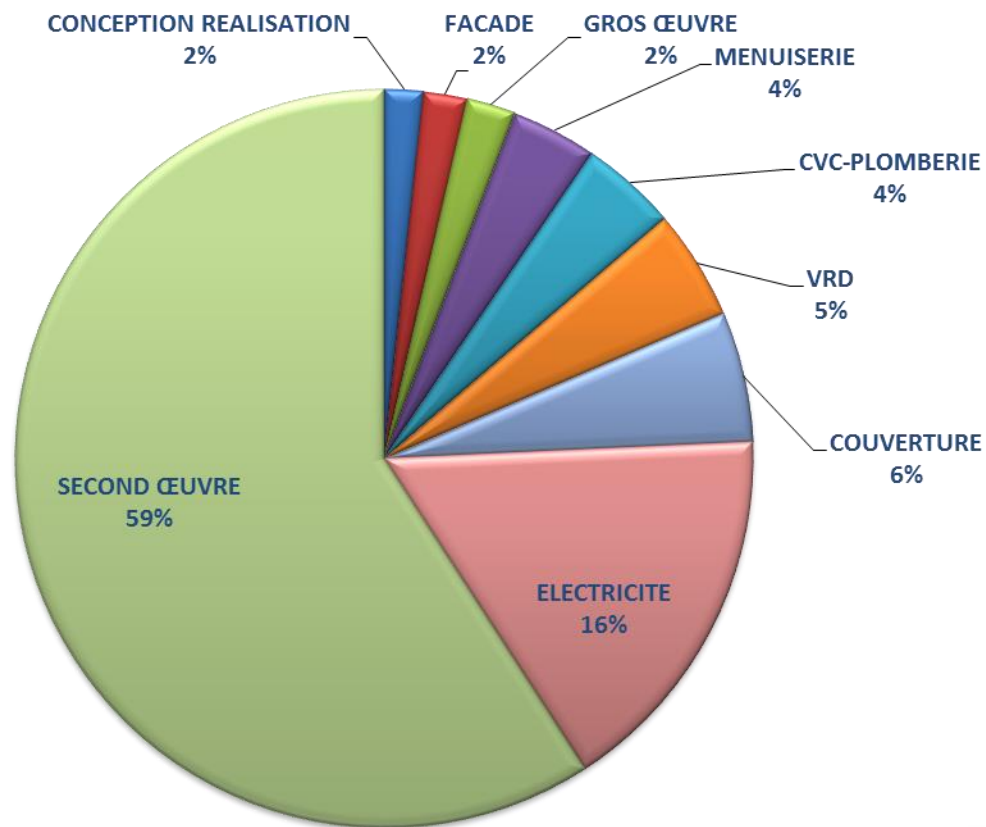
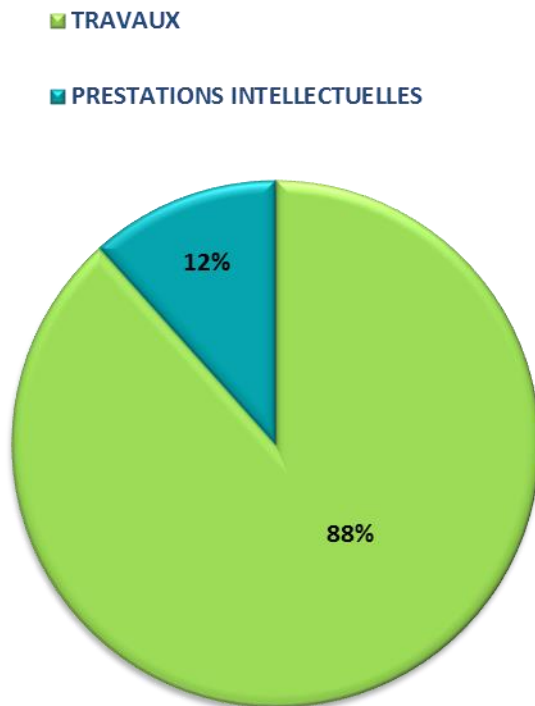
IMMEUBLES PATRIMONIAUX	335
IMMEUBLES LOCATIFS	886
TOTAL	1221

Types de Travaux :

- Transformation des bureaux de Poste
- Entretien des Immeubles
- Réhabilitation
- Construction

TYPOLOGIES D'ACHATS

Détails sur les achats Travaux



PROJETS A VENIR



REGLES ACHATS POSTE IMMO :

Montants < 200 k€ HT = Mise en concurrence sur vivier fournisseurs (3 devis)

Montants > 200 k€ HT = Mise en concurrence en Publication sur l'espace fournisseur

Consultations en publication

- ❖ Projet Village La Poste (Site Bordeaux Bonnac) :
 - Travaux de second œuvre (Mars 2018)
 - Travaux CVC (Juin 2018)
- ❖ Construction Plateforme logistique 4700 M2 à Limoge (Juillet 2018)

Besoins récurrents en :

- Couverture
- CVC
- Menuiserie
- VRD
- Désamiantage

Consultations
3 Devis



VOUS CONNECTER À L'ESPACE FOURNISSEURS DU GROUPE LA POSTE

<https://espacefournisseurs.inter.laposte.fr/FR-FR>

The screenshot shows the 'Espace Fournisseurs' page. At the top, there's a header with the 'LE GROUPE LA POSTE' logo and the title 'Espace Fournisseurs'. Below this is a navigation bar with four items: an upward arrow icon, 'Avis sélectionnés 0', 'Gérer mes abonnements', and 'Flux RSS'. A teal arrow points from a box labeled 'Gérer et créer des Alertes' to the 'Gérer mes abonnements' link. Below the navigation bar is a section titled 'Rechercher les avis en cours'. It contains a 'Domaine' dropdown menu with 'IMMOBILIER' selected, a 'Sous-domaines' input field with the placeholder '--- Rechercher un sous-domaine ---', and two buttons: 'S'abonner' (blue) and 'Rechercher' (green). A teal arrow points from a box labeled 'Sélectionner le domaine Immobilier' to the 'IMMOBILIER' option in the dropdown menu.

LE GROUPE LA POSTE | Espace Fournisseurs

↑ Avis sélectionnés 0 Gérer mes abonnements Flux RSS

Rechercher les avis en cours

Domaine ⓘ IMMOBILIER

Sous-domaines --- Rechercher un sous-domaine ---

S'abonner Rechercher

Gérer et créer des
Alertes

Gratuit

Sélectionner le domaine
Immobilier



Olivier BOURDE

Directeur des Ressources Matérielles



*Maison de Santé Protestante
de Bordeaux-Bagatelle*

Fondation reconnue d'utilité publique depuis 1867



*Maison de Santé Protestante
de Bordeaux-Bagatelle*

Fondation reconnue d'utilité publique depuis 1867

La Maison de Santé Protestante de Bordeaux - Bagatelle

- Une Fondation privée à but non lucratif, reconnue d'utilité publique en 1867, installée à Talence sur 7 hectares
- 10 établissements sanitaires, médico-sociaux et éducatif en Gironde
- Pratique du secteur 1 exclusif
- Une taille insuffisante pour garantir sa pérennité
- Un outil de production à moderniser





La Maison de Santé Protestante de Bordeaux - Bagatelle

- ❖ Un portefeuille d'affaires « travaux – maintenance » annuel de 2 500 k€ TTC pour l'ensemble des sites,
- ❖ Une gestion centralisée des achats sur le site de Bagatelle,
- ❖ Une mise en concurrence régulière des fournisseurs via des publications au JOUE ou sur SARA-DEMAT (DEMATIS) afin de se conformer à l'ordonnance de 2015 relative aux marchés publics,



BAHIA en 2022

- **BAHIA = un nouvel Ensemble Hospitalier Civil et Militaire** regroupant l'HIA Robert Picqué et la MSPB Bagatelle en un seul et même établissement
- **Des activités sanitaires regroupées sur le site de Bagatelle** pour constituer une offre de soins complète, pérenne et de haut niveau sur le Sud de la Métropole
- **Un projet qui répondra à 3 enjeux majeurs :**

ENJEU SANTÉ	ENJEU DÉFENSE	ENJEU ÉCONOMIQUE
Un projet médical ambitieux et innovant	Un projet civilo-militaire équilibré	Un projet médico-économique de référence
→ Intégration dans l'offre publique de santé (secteur 1) → Prise en charge globale et centrée sur le parcours patient	→ Réponse aux besoins du territoire de santé en maintenant les autorisations d'activité existantes → Réponse aux besoins de santé de la Défense	→ Rationalisation des flux → Modernisation des plateaux techniques → Massification des activités → Adaptation capacitaire aux nouveaux référentiels hospitaliers

Un projet architectural au service des usagers et des professionnels

- **Réhabilitation de 4.400 m2 de surface et construction nouvelle de 24.000 m2 en trois phases :**
 - 1)** construction d'un nouveau bâtiment de 5 000 m2 dédié aux consultations et aux bureaux administratifs dans la partie ouest du parc, livré fin 2019,
 - 2)** destruction partielle de l'ancien bâtiment de 1924 pour permettre l'extension du plateau technique, de 19.000 m2, livré en 2022.
 - 3)** création de 500 nouvelles places de parking (soit un total de 700 places sur site).
- **Conservation des marqueurs architecturaux symboliques de l'identité du site actuel :**
 - la façade de l'horloge,
 - l'Institut de Formation Nightingale Bagatelle,
 - le pavillon Bosc,
 - la crèche,
 - le bâtiment du centre social, etc.

Un projet architectural au service des usagers et des professionnels

BAHIA 1 : Bâtiment administration / consultations



BAHIA 2 : Extension et restructuration de l'hôpital



- **Deux opérations immobilières :**
 - ❑ BAHIA 1 : Opération en conception réalisation pour un montant de 14 000 k€ TDC
 - ❑ BAHIA 2 : Opération en loi MOP pour un montant de 61 000 k€ TDC
 - ❑ Investissements : 15 000 k€ TTC
- **Une enveloppe financière de 75 000 k€ TTC pour le projet BAHIA**



Bénédicte CANLER

Juriste droit des marchés



Les groupements momentanés d'entreprises

Pourquoi se grouper ?

- Mettre en commun des compétences et moyens (humains, techniques, savoir-faire)
- Pour accéder à des marchés plus importants que ceux qu'une entreprise pourrait obtenir seule
- Pour une opération de travaux déterminée



Un GME n'a pas de personnalité morale.

Chaque entreprise conserve son autonomie de gestion.

Un des cotraitants sera désigné comme mandataire afin de représenter les autres entreprises du groupement à l'égard du maître de l'ouvrage.

Les groupements momentanés d'entreprises

Quelle forme de groupement adopter ?

Groupement conjoint	Groupement solidaire
Engagement et responsabilité de chaque entreprise limités aux travaux dont elle a la charge.	Engagement et responsabilité de chaque entreprise pour la totalité du marché
Solidarité possible du mandataire à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.	Solidarité de tous les cotraitants en cas de défaillance de l'un des membres pendant la durée des garanties légales
Paiement individuel de chaque entreprise selon une répartition financière jointe au marché	- Soit paiement individuel si une individualisation des créances est possible - Soit paiement sur un compte unique ouvert au nom du groupement

Les groupements momentanés d'entreprises

Les précautions à prendre

- Vérifier la capacité technique, financière et professionnelle de son/ses cotraitant(s)
- Vérifier s'il est en mesure de présenter les garanties et assurances nécessaire à l'exécution du marché
- Vérifier sa solvabilité
- Signer une convention constitutive de groupement

Les groupements momentanés d'entreprises

Comment répondre à un marché public en groupement ?

➤ Vérifier les conditions de la consultation :

- Forme de groupement imposée
- interdiction ou non de répondre à la fois en qualité de candidat individuel et en tant que membres d'un ou plusieurs groupements,
- interdiction ou non de répondre en qualité de membres de plusieurs groupements

➤ Les documents remis à l'appui de la candidature :

- Lettre de candidature (DC1) : Désignation du mandataire, identification des membres du groupement et répartition des prestations
- Renseignements relatifs à la capacité professionnelle, technique et financière (DC2): à remettre pour chaque cotraitant

➤ Une offre au nom du groupement

ATTENTION : La composition du groupement est intangible !



Hélène BALOUP

Centre de Médiation de Bordeaux



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



CENTRE DE MEDIATION DE BORDEAUX

Un service de la CCI de
Bordeaux Gironde pour
accompagner les entreprises
dans la résolution de leurs
différends.

Jeudi 15 Mars 2017 – Convergence marchés



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par





Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



**« Vivre et Travailler ensemble c'est
risquer le conflit »**

LES FAÇONS DE TRAITER LES DIFFÉRENDS



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



Procédure contentieuse
et/ou judiciaire

Arbitrage

Médiation

...et les contraintes à prendre en
compte

Maîtrise du risque

Durée

Confidentialité

Coût

LA MÉDIATION

Un processus consensuel ...

C'est un choix, rien n'est imposé



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



« Mode **amiable et confidentiel** de règlement des conflits par lequel un **tiers indépendant et impartial, formé** à la médiation, aide les parties à trouver une **issue négociée** à leur différend, par l'adoption d'une **solution consensuelle** satisfaisante pour chacune d'elles »

*Le médiateur,
la cheville ouvrière*

Les parties sont d'accord

LA MÉDIATION : SES AVANTAGES



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



- Confidentiel, Gain de temps, Coûts maîtrisés
- Maîtrise par l'entreprise de la solution de son différend
- Pérennisation des relations contractuelles,
- Avocats parties prenantes au processus (accompagnement entreprises)

... A L' INTERNATIONAL



- Approches culturelles différentes
- Langues différentes
- Règles juridiques différentes et spécifiques à chaque pays (tribunal compétent, droit applicable),
- Risque de se retrouver devant une justice « à géométrie variable »

LA MÉDIATION

... Très encadré



- Médiation judiciaire

Loi du 8 février 1995 et Décret du 22 juillet 1996 (CPC art.131-1 et suiv)

Décret du 11 Mars 2015—Article 56 CPC— Article 58 CPC

- Médiation conventionnelle

Ordonnance 2011/1540 du 16 Novembre 2011

Décret du 20 janvier 2012 –Directive 28/52/CE du 21 mai 2008

Loi N° 2015-990 du 6 août 2015, pour la croissance , l'activité et l'égalité des chances économiques « Loi Macron »

Décret N° 2017-566 du 18 avril 2017 relatif à la médiation dans les litiges relevant de la compétence du juge administratif

« Volonté des parties, liberté contractuelle »

MISE EN ŒUVRE D'UNE MÉDIATION



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



Conventionnelle

- Les parties en conflit ont inséré dans leur contrat, statuts une clause la prévoyant .

Force obligatoire

- Les parties en litige choisissent, une fois le litige né, de recourir à ce mode amiable de règlement des différends,

Judiciaire

- Soit le juge propose la médiation aux parties qui l' acceptent,
- Soit, à leur initiative, les parties demandent au juge d'ordonner la médiation.

**A n'importe quel moment de la
procédure**

... UN PROCESSUS ORCHESTRÉ



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



- Reconnaissance Mutuelle

2- POURQUOI
(Intérêts)

3- COMMENT

- Accord sur le désaccord

1- QUOI

4- COMMENT
FINALEMENT

- Accord

CENTRE DE MEDIATION DE BORDEAUX



- Une association Loi 1901
- Permettre aux chefs d'entreprises de recourir facilement à la médiation
- Sensibiliser, les dirigeants ainsi que leurs Conseils, à l'intérêt de recourir à la médiation
- Procurer la possibilité d'une solution amiable aux différends dont elle est saisie, aussi bien en **judiciaire** qu'en **conventionnelle**, par la mise à disposition de médiateurs formés et expérimentés et **agréés**.



Avec le soutien de



DIRECCTE
Aquitaine

LES MÉDIATEURS



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



- Indépendance, neutralité et impartialité
- Compétence humaine -qualité d'écoute, pragmatisme, diplomatie, créativité, disponibilité-
- Aptitude professionnelle , couverture du spectre de l'activité économique – chefs d'entreprises, magistrats honoraires avocats, experts comptables, ingénieurs-conseils, experts judiciaires, DRH, directeurs juridiques, ...
- **Agréés :**
 - 10 ans d'expérience professionnelle
 - + formation initiale à la médiation
 - + test d'évaluation/mise en situation
 - + formation continue -> renouvellement annuel
 - + règles de déontologie

IMPARTIALITÉ ET CONFIDENTIALITÉ



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



- Processus de désignation des médiateurs qui garantit l'impartialité – Commission de nomination
- **Dans les 24 à 48 heures**, un nom de médiateur doit être proposé aux parties et, si elles l'acceptent, la médiation peut démarrer.
- Règles de confidentialité :
 - En dehors du médiateur, seules les personnes ayant un besoin impératif d'intervenir connaissent l'existence du dossier
 - Seul le médiateur en connaît la nature et la teneur

ET SI VOUS EN DOUTIEZ ENCORE



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



- 70 % des conflits liés à des inexécutions contractuelles
- 70 % de réussite
- 1700 euros de coût moyen (à 50/50)
- 10 heures en moyenne pour parvenir à un accord



Centre de
médiation
de Bordeaux

soutenu par



Merci de votre attention

Hélène BALOUP

Déléguée Générale

contact@centremediationbordeaux.fr

*Merci à tous
les intervenants et partenaires*



MA CCI BORDEAUX GIRONDE

LE BON RÉFLEXE SOURCING